

Promouvoir l'échange humain

Catherine Van Ouytsel

Inees a participé au dernier forum civil Euromed organisé du 31 octobre au 2 novembre dernier à Marseille en tant qu'acteur de la société civile luxembourgeoise et représentant de l'économie solidaire.

Ce forum civil euro-méditerranéen est un lieu de rencontre, de partage et de débat qui a regroupé plus de 250 participants de 32 pays différents autour du thème

transversal „circuler et vivre ensemble dans l'espace Euromed“.

Ce forum civil a abordé les sujets de l'échange humain et de la circulation des personnes et des biens qui montrent l'évolution des flux migratoires, Sud-Sud, contre le flux classique et connu Sud-Nord.

Ces flux migratoires ne sont plus dictés par une unique vision économique. Ils induisent à penser les politiques migratoires autrement dans une région qui se définit elle-même comme un es-



Photo: Inees

Laroussi Oueslati, 2^e vice-président de la Commission développement économique, Europe, Relations internationales de la région Provence-Alpes-Côte d'Azur et le président de la plateforme Euromed, Abdelmaksoud Rachdi (d.g.à d.)

pace à partager, un melting-pot de cultures, un espace dont la vocation est l'échange commercial et humain.

Elaborer des stratégies communes

L'objectif du forum civil était clair; outre le fait de se rencontrer entre acteurs de la société civile et de rendre visible ses actions, il

s'agissait d'élaborer des stratégies politiques communes et de les présenter lors de la conférence ministérielle Euromed des Affaires étrangères organisée, sous la présidence Française de l'Union européenne, quelques jours plus tard. C'était donc un moment important pour la société civile qui veut envoyer un message clair et fort sous forme de recommandations. Ses propositions visent toutes à influencer les pouvoirs publics à trouver des politiques

nouvelles au service des êtres humains au lieu de servir le système économique capitaliste actuel. C'est pourquoi il est important pour Inees d'être associé à ce processus.

Le forum civil Euromed souhaite à l'avenir pouvoir suivre tous les sujets à l'agenda de l'Union pour la Méditerranée afin de maintenir une force de proposition et de devenir acteur du changement plutôt que spectateur de la mondialisation.

Des indicateurs locaux pour le progrès social

Alternative économique

Une alternative économique est possible. En effet des expériences et initiatives existent. Partout dans le monde un mouvement vers un agir plus solidaire est en marche. L'économie solidaire développe des solutions durables et intègre des démarches concrètes qui partent des besoins et des désirs de „terrain“ sur des champs divers. Que ce soit dans l'expression de la société civile (cf. article Euromed) ou dans la mise en commun de travaux offrant de nouvelles perspectives de développement (cf. article sur les nouveaux indicateurs), les acteurs de l'économie solidaire font de plus en plus entendre leurs voix.

Malgré la crise, les grands fondamentaux de l'économie ne sont toujours pas remis en cause. On considère qu'il faut sauver le secteur bancaire (ce qui est sans doute légitime) et faire les arbitrages budgétaires

au détriment des secteurs dits subventionnés pourtant créateurs d'emplois et de richesse (en notant que le privé bénéficie également très largement d'argent public avec des retombées souvent incertaines). Les 4^e rencontres internationales de „globalisation de la solidarité“ Lux'09 qui se tiendront au Luxembourg du 22 au 25 avril 2009 devraient se tenir avec un soutien financier public relativement marginal (moins de 25%) et la Grande Région (sous présidence luxembourgeoise) peine à retenir les propositions constructives du groupe de travail très actif du CESGR sur l'économie sociale et solidaire. C'est certain, cette crise est morale avant d'être financière. Les acteurs pensaient pouvoir apporter leur contribution au débat sur de nouvelles manières de faire. Il n'est toujours pas ouvert ...

Eric Lavillunière

Interview mit Nicolas Eickmann

„Ein neuer Start“

Nicolas Eickmann ist Ehrenpräsident der „Action sociale pour jeunes“ und Autor der Rubrik „Neue Ökonomie“ von Objectif Plein Emploi.

Inees: Herr Eickmann, Sie haben beinahe ein Jahr an der Reihe „Neue Ökonomie“ gearbeitet und die Entwicklung von Objectif Plein Emploi (OPE) Revue passieren lassen. Wie haben Sie diese Arbeit empfunden, die ja zum Teil auch direkt Ihre eigene Vergangenheit betroffen hat?

Nicolas Eickmann: „Als die Verantwortlichen von OPE mich Anfang letzten Jahres mit der Rubrik 'Neue Ökonomie' beauftragten, war dies für mich eine große Ehre und verschaffte mir viel Genugtuung, da ich so auch weiterhin ein wenig innerhalb von OPE aktiv sein konnte. Ich durfte die Entwicklung der Vereinigung von Anfang an begleiten und mitbestimmen – dies noch einmal aufleben zu lassen, seine eigenen Entscheidungen nochmals zu überdenken, war ein sehr emotionaler Moment für mich.“

Inees: Welches war denn der Zweck dieser Reihe?

N.E.: „Sinn und Zweck war es, bei den Lesern die späten 80er Jahre in Erinnerung zu rufen und die Probleme, die es damals gab.

Die Jugendarbeitslosigkeit war sehr hoch. Um hiergegen anzugehen, wurden Vereinigungen wie die 'Action sociale pour jeunes' (ASJ) gegründet. Sie wollten aktiv etwas für die Jugendlichen tun, die auf der Straße standen. Die Jugendlichen von damals sind heute junge Menschen, die mitten im (Berufs-)Leben stehen. Auch heute ist die Jugendarbeitslosigkeit leider wieder erschreckend hoch.

Auch heute muss wieder etwas getan werden. Indem ich die Situation von damals und die Lösungsansätze erkläre, will ich Verständnis beim Leser wecken und kann vielleicht so mehr Leute dazu bewegen, sich für sinnvolle Arbeit und Beschäftigung innerhalb der Solidarwirtschaft einzusetzen.“

Inees: Sie wollen nun an einer neuen Serie arbeiten, mit dem Titel „Solidarwirtschaft in den Gemeinden“. Wovon handelt diese Artikel-Serie?

N.E.: „Ich werde etwas genauer auf die Aktivitäten der 'Centres d'initiative et de gestion' (CIG) von OPE in den einzelnen Gemeinden eingehen und über eine Vielzahl von Realisierungen auf Gemeindegebiet berichten. Die CIG geben den Gemeinden einen neuen, richtungweisenden Anstoß, damit Wohlstand nicht mehr nur rein über finanzielle

Mittel definiert wird, sondern damit Werte wie Zusammenhalt, Rücksicht und Solidarität in das Konzept mit einfließen.

Dass dieses Konzept in den einzelnen Gemeinden angekommen ist und gerne anerkannt wird, darüber will ich in den kommenden Wochen und Monaten berichten.“

Inees: Sie scheinen Solidarwirtschaft in Luxemburg mit OPE bzw. CIG gleichzusetzen. Wie kommt das?

N.E.: „Sie haben absolut recht. Allein die Zahlen belegen schon, dass OPE heute in Luxemburg der führende Vertreter der Solidarwirtschaft ist: 30 Vereinigungen mit insgesamt 750 Arbeitsplätzen, die gemeinnützige Projekte in derzeit 56 Gemeinden mit Hilfe von über 400 ehrenamtlichen Mitgliedern realisieren, dies mit einem Jahresbudget bestehend aus Unterstützungen aus dem Arbeits- und Beschäftigungsministerium, den Gemeinden und der EU.

Wenn wir auf die konkreten Projekte eingehen, wird dies noch deutlicher. Ohne die Inhalte meiner neuen Artikel-Folge vorwegzunehmen, möchte ich hier nur kurz die Nachbarschaftsdienste des Netzwerkes, seine Internetstuben oder seine kulturellen Projekte wie z.B. 'Sentiers rouges' nennen.“

Les failles du système

Construire ensemble des indicateurs locaux pour le progrès social. Un colloque international était organisé par „Pekea“ à Rennes les 30 et 31 octobre.

La crise mondiale actuelle montre les failles de notre modèle de développement. Pour trouver des solutions aux problèmes complexes de ce début de siècle, il nous faut changer le regard sur la richesse et sa mesure, repenser la vie économique et aller au-delà des indicateurs économiques actuels.

Ce travail indispensable ne peut être laissé aux seuls comités d'experts. De nombreux décideurs publics ou privés, des associations, des citoyens ... cherchent urgemment des outils pertinents pour apprécier et guider à la fois des politiques publiques sur leur territoire, la qualité de vie et les progrès de la société en faveur d'un avenir meilleur.

Lors de ce colloque, nous nous sommes collectivement interrogés pour partager nos expériences et réflexions sur ces nouvelles manières de faire. Nous avons déjà eu un premier temps de travail pour aborder une question de fond: qu'est ce que le progrès social? La sociologue française D. Méda¹ soulignait que la question du quoi mesurer est intimement liée à celle du pourquoi mesurer et montrait les limites du PIB.

Dans un deuxième temps c'était la manière d'opérer qui était à



l'ordre du jour: les intervenants internationaux² montrant que la participation de la société, la délégitimation politique, la mobilisation de la recherche, sont indispensables pour définir du projet collectif, pour définir des critères et des procédures d'évaluation adaptés. A.-L. Federici³ quant à elle présentait une démarche de progrès dans l'économie solidaire et en quoi elle était inhérente au projet démocratique de ce secteur.

Enfin, c'est la question plus technique des indicateurs locaux qui était au centre des débats, à partir de différents cas de bonnes pratiques existantes.

Deux intenses journées de travail qui, nous l'espérons, pourront trouver des expérimentations pratiques au Luxembourg.

Diane Rémy

* 1. Centre d'études de l'emploi; 2. G. Farrel et S. Thiron, du Conseil d'Europe, F. Lenk USA ...; 3. Assemblée permanente de l'économie solidaire du Nord-Pas de Calais